

Les diplômé(e)s en anthropologie du Québec et le marché de l'emploi.

Yvan Simonis

Volume 6, Number 1, 1982

Idéologies et politiques

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006075ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006075ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Simonis, Y. (1982). Les diplômé(e)s en anthropologie du Québec et le marché de l'emploi. *Anthropologie et Sociétés*, 6(1), 268-275.

<https://doi.org/10.7202/006075ar>

DOSSIERS

LES DIPLÔMÉ(E)S EN ANTHROPOLOGIE DU QUÉBEC ET LE MARCHÉ DE L'EMPLOI*

Voici quelques résultats d'une enquête faite par questionnaire en 1981 auprès des anthropologues qui ont obtenu au moins *un* diplôme d'un des trois départements d'anthropologie du Québec (Université Laval, Université McGill, Université de Montréal).

Nous avons envoyé 1025 questionnaires pour un retour de 413, soit 40% du total des envois, 224 femmes (54,2%) et 189 hommes (45,8%) ont répondu.

Avant de déposer, au cours de l'été '82, le rapport complet de cette enquête, nous présenterons ici des résultats sous forme de quelques tableaux et commentaires. Ils portent surtout sur l'emploi et sur les rapports entre les diplômé(e)s et les associations professionnelles. Nous veillerons à distinguer le cas des trois départements d'anthropologie et la situation relative des hommes et des femmes.

TABLEAU 1
L'emploi des diplômé(e)s en anthropologie du Québec

	<i>H. et F.</i>	<i>Hommes</i>	<i>Femmes</i>
Avec emploi	73,7%	79,3%	69,1%
Sans emploi	26,3%	20,7%	30,9%

On notera immédiatement que les 26,3% des sans emploi comprennent ceux ou celles qui sont en chômage *et* ceux ou celles qui sont sans emploi, soit qu'ils ou elles n'aient jamais cherché d'emploi, soit encore qu'ils ou elles poursuivent un autre diplôme d'études en anthropologie ou dans une autre discipline. Nous avons en effet envoyé nos questionnaires à tous ceux et celles qui ont au moins un diplôme en anthropologie (baccalauréat, maîtrise ou doctorat).

En précisant ce premier tableau, on comprendra mieux la situation de l'emploi des diplômé(e)s (voir Tableau 2).

* Daniel Laberge pour le traitement des données et Phylis Leclerc pour le codage ont activement participé à la préparation de ce rapport et soutenu sans cesse sa nécessité.

TABLEAU 2

	<i>H. et F.</i>		<i>Hommes</i>		<i>Femmes</i>	
Avec emploi	73,7 %		79,3 %		69,1 %	
Sans emploi	26,3 %	13,9 %	20,7 %	11,5 %	30,9 %	15,7 %
en chômage		12,9 %		9,4 %		15,7 %
sans emploi						
Emploi temps plein	79,5 %		87,5 %*		76,9 %*	
Emploi temps partiel	20,5 %		12,5 %*		23,1 %*	
Emploi permanent (partiel ou à temps plein)	58,7 %		64,6 %*		56,4 %*	
Emploi non-permanent (partiel ou à temps plein)	41,3 %		35,4 %*		43,6 %*	

* Ces % ne comprennent que la situation des diplômé(e)s de 1er et de 2e cycle.

On constatera immédiatement que le taux de chômage est plus élevé chez les femmes, qu'elles ont moins d'emplois à temps plein et que leurs emplois à temps plein ou à temps partiel sont moins permanents que ceux des hommes¹.

En distinguant à présent la situation des hommes et des femmes diplômé(e)s des trois départements et leur niveau de diplôme (baccalauréat ou maîtrise)², on obtient un tableau plus précis de l'emploi (voir Tableau 3).

Ce tableau fait clairement ressortir les différences de % entre ceux qui ont un emploi et ceux qui n'en ont pas selon le niveau de diplôme et selon que l'on est homme ou femme. Sauf exception, le taux des sans emploi est plus élevé pour les diplômé(e)s de 1er cycle. On remarquera également que dans l'ensemble, c'est la situation de l'emploi des diplômés-hommes du département d'anthropologie de Montréal qui est la meilleure.

On devrait ici préciser nos pourcentages sur une autre base, en vérifiant par exemple si la situation est la même dans les cinq dernières années de diplomation. Il se peut, en effet, que les % restent très marqués par la meilleure situation de l'emploi des plus ancien(ne)s diplômé(e)s. Nous ne pouvons le faire ici mais un premier contrôle nous indique que les % resteraient très proches de ceux que nous présentons dans le Tableau 3.

¹ Pour ceux qui analyseront de près ce tableau, la relation entre les % peut tenir au nombre de réponses reçues à ces questions. Nous n'aurons pas l'occasion d'entrer dans ces détails qui apparaîtront dans le rapport de l'été 1982.

² Les diplômé(e)s de doctorat en anthropologie sont peu nombreux(ses). Nous réservons leur cas au rapport d'été '82.

TABLEAU 3

	LAVAL						MONTRÉAL						McGILL					
	1 ^{er} cycle		2 ^e cycle		1 ^{er} cycle		2 ^e cycle		1 ^{er} cycle		2 ^e cycle		1 ^{er} cycle		2 ^e cycle			
	% H	% F	% H	% F	% H	% F	% H	% F	% H	% F	% H	% F	% H	% F	% H	% F		
Avec emploi	66,2	66,3	89,5	69,2	86,5	70,1	93,8	83,4	87,1	71,7	77,8	90,0						
Sans emploi	33,8	33,7	11,5	31,8	13,5	29,9	6,2	16,6	12,9	28,3	22,2	10,0						
Temps plein	87,2	79,7	94,1	77,8	85,9	76,6	86,7	95,0	81,5	63,2	85,7	55,6						
Temps partiel	12,8	20,3	5,9	22,2	14,1	23,4	13,3	5,0	18,5	36,8	14,3	44,4						
Poste permanent	55,4	40,0	52,9	55,6	70,3	55,3	70,0	55,0	60,0	68,4	71,4	66,7						
Poste non-permanent	44,7	60,0	47,1	44,4	29,7	44,7	30,0	45,0	33,0	31,6	28,6	33,3						

Tournons-nous à présent vers les revenus des diplômé(e)s et le type d'emploi qu'ils ou elles occupent.

<i>Revenus bruts en 1980</i>	<i>Résultats généraux</i>	<i>Hommes 1er cycle</i>	<i>Hommes 2e cycle</i>	<i>Femmes 1er cycle</i>	<i>Femmes 2e cycle</i>
0 à 4 999,00\$	28,1%	22,5%	12,1%	34,6%	14,0%
5 000,00\$ à 9 999,00\$	16,0	20,5	6,9	12,7	11,6
10 000,00\$ à 19 999,00\$	19,9	18,5	10,3	22,0	23,3
20 000,00\$ à 29 999,00\$	18,4	21,9	31,0	15,6	32,6
30 000,00\$ à 44 999,00\$	8,2	9,3	27,6	4,9	12,5
45 000,00\$ à 88 000,00\$	1,9	3,3	3,4	1,0	0,0
Ne répondent pas à la question	7,5	4,0	6,9	9,3	7,0

Nous posons la question à tout le monde si bien que même les sans-emploi répondent. Les réponses à cette question doivent être éclairées par une série de recoupements que nous préparons. Il paraît clair cependant que les 26,3% des sans-emploi (voir Tableau 1) sont groupés dans la tranche des 0 à 4 999,00\$ auxquels s'ajoutent quelques emplois à temps partiel. Les faibles revenus s'expliquent par les bourses d'étudiant(e)s de maîtrise, les emplois d'été et les revenus de l'assurance-chômage. On remarquera également que 35,9% des diplômé(e)s gagnent entre 5 000,00\$ et 20 000,00\$/an et que 10,1% gagnent plus de 30 000,00\$/an.

Emplois et employeurs

La diversité des emplois et des employeurs des diplômé(e)s est considérable. Les anthropologues se répartissent sur 124 types d'emplois différents selon les classifications de Statistiques Canada et sont employé(e)s par 74 types d'employeurs différents selon la Classification des Activités Économiques du Québec. Les principaux employeurs sont les suivants :

Enseignement :	primaire	:	5,6%
	secondaire	:	2,3%
	post-secondaire (CEGEP)	:	6,2%
	universitaire	:	25,2%
	Total	:	39,3%
Administration provinciale	:		14,4%
Administration fédérale	:		8,8%
Associations communautaires	:		7,1%

Services de santé	:	5,9%
Administration locale	:	3,6%
Autres	:	21,9%

On peut s'étonner de voir que 39,0% des diplômé(e)s d'anthropologie qui ont un emploi sont employé(e)s par les universités. Il ne faut pas conclure que les 120 répondant(e)s qui sont employé(e)s dans ce secteur sont tous dans l'enseignement universitaire. En effet, il faut distinguer ici entre les emplois à temps plein et à temps partiel, ceux-ci regroupent par exemple les chargés de cours, ceux ou celles qui travaillent dans des projets de recherches, les auxiliaires d'enseignement, etc. En fait, ceux et celles qui ont un emploi d'enseignement à l'université ne représentent que 11,0% de l'échantillon de ceux ou celles qui ont un emploi, dont 4,6% sont des chargé(e)s de cours à temps partiel.

Les associations professionnelles d'anthropologues

À la question : Les associations professionnelles peuvent-elles jouer un rôle utile pour promouvoir l'emploi des anthropologues ?, nos répondant(e)s disent *oui* à 41,9% et *non* à 47,0% (11,1% ne répondent pas). Le % des *non* devrait être le souci des associations professionnelles, surtout que parmi les 41,9% de « oui » se trouvent 53,0% qui pensent que ce rôle sera mineur.

Ces pourcentages sont d'autant plus étonnants que 77,7% de nos 413 répondant(e)s sont membres d'une des trois associations d'anthropologues du Canada (ACSALF : Association Canadienne des Sociologues et Anthropologues de Langue Française; SCE : Société Canadienne d'Ethnologie; ACSA : Association Canadienne des Sociologues et Anthropologues).

Si les associations professionnelles sont prêtes à mettre sur pied des comités pour promouvoir l'emploi des anthropologues, nos 413 répondant(e)s, ils ou elles pouvaient donner plusieurs réponses, proposent 878 réponses portant surtout sur des initiatives pratiques que nous présentons au Tableau 4.

Les diplômé(e)s et leurs départements d'anthropologie

Si les associations professionnelles n'agissent pas pour promouvoir l'emploi de leurs diplômé(e)s, nos répondant(e)s se tournent vers leurs départements. 72,2% (73,3% des femmes et 71,0% des hommes) promeuvent dans ce cas l'implication directe des départements d'anthropologie.

Les diplômé(e)s n'en restent pas là puisqu'ils ou elles proposent à 81,0% des changements dans les programmes d'anthropologie pour les rendre plus adéquats au marché de l'emploi.

Au baccalauréat (1)	:	82,5%
À la maîtrise (2)	:	17,5%
Au doctorat (3)	:	0,0% (personne ne propose des changements au doctorat seulement)
(1) et (2)	:	64,9%
(2) et (3)	:	18,6%
(1), (2) et (3)	:	16,5%

TABLEAU 4

Mandats à confier aux associations professionnelles*

	Résultats globaux	Laval		Montréal		McGill			
		Hommes	Femmes	Hommes	Femmes	Hommes	Femmes		
Faire des représentations auprès des employeurs (1)**	108,4	108,6	109,2	105,0	111,4	110,0	106,0	111,0	103,0
Agir sur les départements pour réviser le programme en vue du marché du travail (2)	12,4	14,9	11,1	9,0	10,0	18,0	11,5	0,7	10,0
Faire réviser la classification de la profession dans la fonction publique et parapublique. (3)	2,5	2,3	2,8	2,5	2,0	3,0	1,8	0,0	4,5
Transmettre à leurs membres le nom, l'adresse et l'emploi de leurs membres. (4)	1,4	1,7	1,4	0,2	0,0	2,0	0,0	0,0	4,8
(1) + (2)	8,9	6,9	9,2	4,8	8,0	4,0	4,5	21,0	14,7
(1) + (2) + (3)	15,1	42,6	15,2	20,0	15,0	6,0	15,0	5,0	14,5
(1) + (2) + (3) + (4)	15,5	17,8	13,4	14,0	10,0	25,0	18,0	14,0	18,5

* La question permettait des réponses multiples. Les % indiquent le rapport entre le nombre des réponses et le nombre des répondants.

** Nous groupons ici les réponses très semblables codées séparément.

Les changements proposés portent surtout sur :

Les techniques et méthodes seulement	(1) :	27,5%
Des priorités thématiques mieux établies seulement	(2) :	18,3%
(1) et (2)	:	22,6%

Les répondant(e)s font ici de nombreuses autres suggestions, mais il faut rappeler que 19,0% des répondant(e)s ne proposent pas de changements au programme sur la base des problèmes de l'emploi et parmi ces 19,0%, 61,0% pensent que l'anthropologie doit rester une science académique et critique et 10,0% pensent que cela n'aurait pas d'effet sur l'emploi.

L'avenir de l'anthropologie

Selon les diplômé(e)s qui répondent (184), la perception de leur milieu social concernant l'anthropologie a évolué dans les cinq dernières années dans un sens :

Très favorable	:	5,9%
Plutôt favorable	:	58,3%
Plutôt défavorable	:	6,4%
Très défavorable	:	3,7%
Ne savent pas	:	25,7%

Mais si on leur demande leur opinion personnelle, on observe que leur opinion a changé dans un sens plutôt défavorable (23,7%) ou très défavorable (2,7%). On voit de suite qu'à leur avis, le milieu social est moins défavorable à l'anthropologie (10,1% seulement contre 28,1% chez les anthropologues eux-mêmes).

Cette situation paradoxale se comprend assez bien. En effet, les diplômé(e)s pensent que leur formation en anthropologie leur a été plus ou moins utile sur le marché du travail :

Très utile	:	18,9%
Plutôt utile	:	45,0%
Plutôt inutile	:	12,1%
Très peu utile	:	16,5%
Ne savent pas	:	3,6%
Ne répondent pas	:	3,9%

Nous retrouvons ici (12,1% + 16,5% = 28,6%) probablement les 26,4% des anthropologues qui ont évolué dans un sens plutôt ou très défavorable à l'égard de l'anthropologie.

De l'avis des répondant(e)s, le ou la diplômé(e) d'anthropologie sera dans l'avenir :

Plus valorisé(e) sur le marché du travail	:	18,2%
Moins valorisé(e) sur le marché du travail	:	15,3%
Ni plus ni moins valorisé(e) sur le marché du travail	:	57,1%
Ne répondent pas ou ne savent pas	:	9,4%

D'autre part, 56,9% des répondant(e)s sont convaincu(e)s que l'on peut créer de nouveaux marchés pour l'anthropologie. Ils ou elles font d'ailleurs de nombreuses suggestions surtout dans le développement de bureaux de consultants (26,7%), l'aménagement urbain et/ou régional (6,8%) ou encore les organismes populaires d'associations communautaires (10,3%).

Quelques conclusions

Notre enquête donne pour la première fois de l'information sur l'ensemble des diplômé(e)s en anthropologie du Québec. Ce bref compte-rendu vise à faire connaître quelques points essentiels de l'enquête qui fera l'objet d'un rapport complet. Nous espérons qu'elle sera la base d'une réflexion des départements et des associations professionnelles pour ajuster les services qu'ils ont à rendre à leurs diplômé(e)s.

De manière générale, la situation de l'emploi est moins défavorable que nous le pensions même si les femmes continuent d'être défavorisées sur le marché de l'emploi. La pression sur les associations professionnelles est assez forte et on attend d'elles qu'elles soient plus actives dans la promotion des professions qu'elles servent. En plus d'être académiques, elles doivent retrouver plus qu'avant les diplômé(e)s sur le marché du travail en dehors de l'enseignement post-secondaire ou universitaire. Les messages sont assez clairs également à l'égard des départements eux-mêmes qui sans doute auront à mieux tenir compte du marché de l'emploi dans la promotion de leur programme.

Yvan Simonis
Responsable de l'enquête
Université Laval

INFORMATIONS

- ◆ *XI^e Congrès international des Sciences Anthropologiques et Ethnologiques*. Phase I: Québec, Université Laval du 14 au 17 août 1983; Phase II: Vancouver, du 20 au 25 août 1983. Des symposia peuvent être proposés jusqu'au 1^{er} juin 1982 et les conférences individuelles jusqu'au 31 décembre 1982 en écrivant à Bjorn Simonsen, Executive Secretary, XIth ICAES, Department of Anthropology and Sociology, University of British Columbia, 6303 N.W. Marine Drive, Vancouver, B.C., Canada, V6T 2B2. Monsieur Yvan Simonis est le coordinateur de la Phase I à Québec, on peut lui écrire à l'adresse de la revue pour informations sur la Phase I (en mentionnant : Congrès 1983).
- ◆ 20 au 24 juin 1982 : *Conférence Internationale sur l'holocauste et le génocide*, Tel-Aviv, Israël. Thème : Vers la compréhension, l'intervention et la prévention du génocide. Écrire à : Israël W. Chamy, B.P. 29784, Tel-Aviv, Israël.